

Une rentrée catastrophique dans l'éducation nationale.

Au niveau national, sur la question des moyens en personnels, les signaux sont dans le rouge depuis des années, bien avant cette rentrée : pénurie d'enseignant·es, d'Aesh, d'administratif·ves, de médecins et d'infirmier·es scolaires

On passe désormais au cramaisi : plus de 4 000 postes enseignants non pourvus, sur des contingents déjà réduits à une peau de chagrin par le ministère. Pap N'Diaye a décidé de poursuivre l'oeuvre de Blanquer : recrutement massif de nouveaux contractuels, au lieu de titulariser ceux déjà en postes, sans réelle formation. Souffrance quasi assurée, pour ces jobdaté·es - on enregistre les premières démissions deux ou trois jours après la rentrée - pour les collectifs de travail, pour les élèves et leurs familles.

**+ 400 € DE RATTRAPAGE
+ 10% D'AUGMENTATION
+ INDEXATION SUR LES PRIX
SANS CONTREPARTIE
POUR TOUS**

**POUR NOS RETRAITES
NOS SALAIRES,
L'EMBAUCHE AU STATUT ET
NOS CONDITIONS DE TRAVAIL**

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
JEUDI 29 SEPTEMBRE
14H DENFERT-ROCHEREAU**



Sur la question des salaires, les masques sont tombés ! Pas question d'un premier étage d'augmentation de 10% pour tous, mais seulement pour les enseignants avec moins de 10 ans de carrière : Macron a donc menti tranquillement depuis des mois. Rien donc pour la grande majorité d'entre nous alors que l'inflation galope, à moins de « tâches supplémentaires ». C'est toutes les grilles de salaire qui s'écroulent et avec elles le Statut, quand l'ancienneté n'existe plus. C'est le cynisme des managers pour inciter au départ les fonctionnaires et transformer l'Education nationale en France Télécom. Quant au salairé socialisé, la guerre contre notre Retraite est à nouveau déclarée. Sur la question du sens de nos métiers, de celui de l'Education publique, Macron s'est imposé président-ministre le 25 août, dans son discours aux recteurs et dasens.

Signe évident que l'Education est en tête de gondole dans le grand dynamitage néolibéral : fin du statut, précarisation, salaires « au mérite » - c'est-à-dire à l'arbitraire de la hiérarchie dans une inflation de tâches -, casse des diplômes et des qualifications, etc.

Via la méthodologie de projets comme idéologie (500 millions d'euros budgétés), il veut imposer une contractualisation de chaque école, chaque établissement avec l'Etat. La mécanique est déjà bien huilée : imposition d'objectifs quantifiés (l'obsession capitaliste quand il s'agit de définir des marchés) totalement hors sol car issus des sempiternels dogmes de performance, compétitivité et concurrence. **Bienvenue à la dictature des indicateurs, de l'évaluationnisme aiguë, et des résultats tronqués. Voilà que se généralise le grand cirque des évaluations d'école/d'établissement nouvelle version, des formations constellations et autres joyusetés des sergents-managers.**

La méthodologie de projets découle de « la gestion axée sur les résultats », qui elle-même découle de la « rationalisation des choix budgétaires », expression anodine pour décrire le projet fou et totalitaire de suppression de tout service public par privatisation et de transfert aux possédants.

La déclaration de rentrée (suite)

Le fondateur de cette démarche est états-uniens, Henry Gantt est un associé de Taylor.

En commençant par le lycée professionnel, que Macron livre directement au patronat, pour former des apprentis.

Aux antipodes donc d'une Ecole dans laquelle il ferait bon vivre, celle qui se donne l'Emancipation pour tâche essentielle. Heureusement, c'est nous qui travaillons, c'est donc à nous de décider si le meilleur macronien des mondes s'imposera...ou pas !

Une réaction qui ne se fait pas attendre...

Face à cette situation dramatique, des établissements ont d'ores et déjà pris le chemin de la contestation **dans le 92, le 93, le 95 et surtout à Grenoble des enseignant-es se mettent en grève pour exiger des moyens supplémentaires, pour mieux organiser les emplois du temps, pour exiger l'arrivée de nouveaux collègues. Cette contestation est légitime et elle doit s'exprimer partout.**

Nous sommes toutes et tous touchés par ce manque de moyens, classes surchargées, des manques de salles, des conditions d'enseignement dégradées et la redéfinition de nos missions. Les DSDEN et les rectorats ne comprennent qu'une chose : l'expression collective du mécontentement par l'arrêt du travail, donc la grève. Il est nécessaire de porter appui à celles et ceux qui se battent et pour cela, le meilleur moyen c'est de les rejoindre.

Répression et réforme

Dans ce contexte, **l'institution n'oublie pas de s'en prendre à celles et ceux qui résistent. L'année dernière c'est deux équipes quasi entières de collègues syndiqué-es au Snuipp et à SUD qui étaient mutées de force dans le 93. Dans le 95 c'est une contractuelle, syndicaliste à la CGT, qui se voyait refuser son renouvellement pour des faits syndicaux ; aujourd'hui c'est un collègue prof de maths de Nanterre syndicaliste à SUD, Kai Terada, qui est mis à pied quatre mois sans motif sinon la conclusion hallucinante d'une évaluation d'établissement, sans que la direction de son propre établissement ne soit au courant.**

Ne nous laissons pas isoler et intimider ! Nous ne sommes pas sans ressources, sans pouvoir ! Voilà pourquoi nous devons réaffirmer notre unité, notre collectif de travail, et notre soif de justice, en soutenant activement nos collègues, en commençant par exiger leur réintégration immédiate ! Faisons vivre ensemble une valeur de notre Ecole : une injustice faite à l'un-e est une injustice faite à tous !

Dans la voie pro ce qui est annoncé est simple : augmentation des temps de stages et donc une moins bonne formation pour les élèves, qui ont déjà subi une diminution de leurs cours d'ateliers et de matières générales. De l'autre côté ce sont des formations qui fermeront et des suppressions de postes par centaines.

Préparer la riposte :

Une date existe, **le 29 septembre**, journée de grève interprofessionnelle sur les salaires à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires.

Il faut s'en saisir, peu importe notre statut, notre établissement, notre métier... L'inflation explose, nos dépenses aussi et nos salaires stagnent. Par contre notre pouvoir d'achat, lui, diminue drastiquement. Les augmentations des denrées alimentaires, du gaz, de l'électricité... creusent nos budgets, nos salaires ne suivent pas et ne pourront pas accuser le choc.

Il est temps d'exiger un rattrapage immédiat de 400 euros, des augmentations de salaires pour toutes et tous de 10%, le dégel du point d'indice, la revalorisation des grilles, et surtout leur indexation sur les prix.

Pour cela, il n'y a qu'une solution, se préparer à la grève, comme pendant les retraites en 2019/2020, un mouvement massif et interprofessionnel qui engage un bras de fer reconductible. Il a permis de faire plier le gouvernement sur la réforme des retraites. C'est ce que les travailleurs-ses du Royaume Uni ont d'ores et déjà compris. Prenons exemple là-dessus pour gagner, discutons largement des conditions toutes et tous ensemble.

Lorsque la direction académique organise la désorganisation des remplacements dans les écoles.

Cette rentrée aura été chaotique pour le remplacement dans le 1er degré. Les BD ont été prévenus de leur remplacement le mercredi 31 août après la fermeture des écoles. Dans de nombreuses classes, la rentrée n'a pu être préparée sereinement. Des collègues ont été envoyés dans des écoles qui n'avaient aucun besoin quand ils auraient été si utiles ailleurs, comme à l'école Jaurès de Sarcelles où il manquait 6 enseignant·es. D'autres collègues ont été affectés directement sur leur école de rattachement, à l'année, sans la possibilité de toucher les ISSR. De nombreux collègues ont des situations familiales difficiles et comptent justement sur ces indemnités pour pouvoir vivre dignement. D'autres collègues, enfin, n'étaient pas répertoriés par les services. La réponse de la hiérarchie a été le mépris en ne répondant pas ou très peu à leurs appels ou en leur disant, « nous ne pouvons rien faire, nous avons des directives pour vous laisser dans vos écoles de rattachement ».

Pourtant à la réunion du 30 août, la hiérarchie affirmait : « vous serez très peu sur vos écoles de rattachement ». Citons encore ces BD, affectés sur des missions de plusieurs semaines mais envoyés su-

bitement ailleurs pour effectuer des missions liées à la formation des ASH ou des REP+. Qu'en est-il de la continuité pédagogique ? De notre crédibilité dans les quartiers ?

Cette désorganisation volontaire est due à la gestion centralisée des brigades. Auparavant, ils étaient gérés en circonscription ce qui facilitait le dialogue et permettait une gestion beaucoup plus humaine et respectueuse des personnels. Il y avait aussi un groupe de brigade spécialement dédié au remplacement pour la formation. Cette centralisation est due aussi à la volonté de l'ancienne DASEN et du secrétaire général d'expérimenter coûte que coûte, le logiciel Andjaro acheté à bon prix à une start-up comme les aime Macron. Ce logiciel, outil de management, a pour unique but de faire des économies, de capitaliser, de flexibiliser, etc.

Des objectifs en contradiction avec le service public ! Pour la CGT Educ'Action, il est urgent :

- **de maintenir les ISSR, pour tous les collègues brigades, comme en Seine et Marne ;**
- **de revenir à une gestion humaine en circonscription comme dans l'Essonne ;**
- **de recruter à hauteur des besoins en remplacement et dans les services ;**
- **d'augmenter les salaires de 10% et 400 euros de rattrapage ;**
- **d'abandonner l'outil d'ubérisation Andjaro**

Grèves et mobilisations dans le secondaire pour dénoncer la hausse des effectifs en classe

Au lycée Jean-Jacques Rousseau de Sarcelles, une 60ème de collègues ont débrayé le mardi 6 septembre 2022 pour protester contre la hausse soudaine des effectifs, notamment en STMG (35 élèves en STMG, contre 32 élèves prévus initialement). Ils se sont massivement réunis devant la DSDEN à Osny pour faire part de leur mécontentement. **Par ailleurs, la sécurité de tous n'est pas garantie, le lycée accueillant 2273 personnes, dépassant largement la capacité d'accueil maximale est de 1840.**

Au lycée Romain Rolland de Goussainville aussi, une 20ème de collègues se sont mis en grève dès le lundi 5 septembre, puis à nouveau le jeudi 8 septembre 2022 pour dénoncer la dégradation des conditions d'enseignement pour les élèves et les personnels du lycée. Jusqu'à l'année

dernière, la mobilisation avait permis de maintenir un maximum de 30 élèves par classe. Cette année, il y a 35 élèves par classe de 1ères STMG alors qu'il y en avait 24 il y a 3 ans. Une audience a eu lieu avec le directeur académique adjoint, M. DEMORGON, au soir de la deuxième journée de grève. Face au mépris affiché par ce dernier, et le peu de dotation octroyée (6,5h), **les personnels ont décidé d'occuper les locaux de leur direction le mardi 13 septembre 2022.**

Enfin, au collège Jean Moulin, 75% des professeurs et la moitié de l'équipe vie scolaire ainsi que des AESH étaient en grève le mardi 13 septembre, là aussi pour exiger la diminution des effectifs par classe (29 à 30 élèves dans certaines classes), dans ce collège qui a toutes les caractéristiques pour être classé REP.

La CGT Educ'action 95 soutient la lutte juste et légitime des collègues et de leur section syndicale.

Le lycée professionnel dans le viseur de Macron

Alors que les besoins sociaux et l'urgence climatique nécessiteraient un effort considérable d'élévation des qualifications des jeunes, il ne s'agit, pour le gouvernement, que d'adapter, par les « compétences », la main-d'oeuvre aux seules exigences des employeurs. Les dernières déclarations de Macron qui visent à démanteler la voie professionnelle sous statut scolaire, reprennent, à l'envi, cette doxa libérale de l'entreprise qui formerait mieux que la voie scolaire et qui par conséquent insérerait mieux.

Le tract de la CGT Educ'action : <https://vu.fr/SHBk>

Prochaine matinée AESH organisée par la CGT Educ'action 95

La troisième matinée d'accueil conviviale organisée par le syndicat pour et avec les AESH aura lieu le samedi 8 octobre 2022 à Sarcelles. Plus d'infos : <https://vu.fr/rDKa>

**Non à la repression contre Kai Tarada !
Pétition à signer et faire signer**



Pour sortir de l'isolement, (re)créer des collectifs de travail pour résister et reprendre en main nos vies, l'importance de la syndicalisation !

La CGT Educ'action défend tous les personnels de l'Éducation nationale

POUR VOUS SYNDIQUER FAITES LE CHOIX DE LA CGT !

LA CGT EDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

La CGT est la première Confédération syndicale de France. Dans l'enseignement public, la CGT, c'est la **CGT Educ'Action**.

Enseignant·es, personnels administratifs, personnels de vie scolaire, AESH, personnels de santé ou des services sociaux, personnels de labo, titulaires, non-titulaires, stagiaires... tout·es ensemble, nous construisons une école qui forme et émancipe.

Ensemble nous pouvons lutter contre des réformes qui dégradent constamment le Service public d'Éducation et qui dégradent donc nos conditions de travail et les conditions d'études des élèves. Et surtout penser et mettre en pratique une autre école.

Dans le département, nous organisons chaque mois un conseil syndical ouvert à tout·e·s les syndiqué·e·s pour décider des orientations de notre syndicat. Des formations et journées d'étude sont proposées sur nos métiers, la pédagogie et sur l'histoire du syndicalisme.

Se syndiquer à la CGT Educ'action

Je souhaite :

o Prendre contact

o Me syndiquer

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél : Email :

Etablissement :

Code Postal : Ville :

Retour à : CGT Educ'Action 95, Espace Mandela - 82 Boulevard Leclerc - 95100 Argenteuil

Vous pouvez également nous rejoindre sur notre [site internet](http://site.internet) ou en nous envoyant un email à sden-cgt-95@wanadoo.fr